



CGT Finances Publiques Aveyron

Comité Technique Local du 13 septembre 2012

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Lors des dernières élections, la CGT s'est fortement engagée contre le Président de la République et son gouvernement sortants, et sortis, ce dont nous nous réjouissons.

Les salariés de ce pays, actifs, retraités et privés d'emplois ont subi des dégradations profondes dans leur pouvoir d'achat, leur protection sociale, et nombre de domaines qu'il serait long d'énumérer comme les libertés individuelles, la justice, l'éducation, etc...

La population a souhaité, non seulement un changement de méthode, mais également un changement dans les politiques menées depuis des années : la politique du rendement à courte vue au bénéfice d'une minorité et au détriment de la grande majorité de la population, l'affaiblissement des politiques publiques par l'abandon de missions, le bradage sans précédent de pans entiers du patrimoine, mais également le renoncement du pouvoir politique devant le pouvoir économique et financier au détriment de la démocratie.

Les conséquences sont exacerbées par la crise économique et financière provoquée par les mêmes qui nous présentent aujourd'hui la facture. Les remèdes actuels se révèlent pires que le mal et les populations les paient au prix fort à coup de chômage, de précarité, de pauvreté, d'exclusion voire de misère qui ressurgit dans certains pays européens à quelques centaines de kilomètres de chez nous.

Oui la CGT avec une grande partie de la population a souhaité et même revendiqué un réel changement dans l'attitude et les politiques des gouvernements nationaux et européens !

Mais la CGT l'a également clairement affirmé : la défaite de l'un n'est pas la victoire de l'autre tant que des décisions fortes en matière de pouvoir d'achat, de sécurisation des parcours professionnels, de protection sociale, de redistribution des richesses ne seront pas prises.

Si certaines des mesures annoncées par Jean-Marc Ayrault vont dans le bon sens, le compte n'y est pas pour les salariés, et notamment les plus fragilisés, ni dans les faits ni dans les annonces.

Comment ne pas réagir quand, à côté de l'affichage d'une nouvelle volonté de dialogue social, ce dont la CGT s'est félicitée lors de la conférence sociale de juillet, il n'y ait aucune disposition pour faire face à l'urgence, aux plans de restructuration et aux fermetures de sites.

Quand à la très faible hausse du SMIC, la menace de poursuite du gel des salaires dans de nombreuses branches et chez les fonctionnaires, l'ampleur des suppressions d'emploi dans le privé et la fonction publique, ... ils ne sont pas de nature à redonner aux salariés le fruit de leur travail et permettre de sortir le pays de la crise.

Et comment ne pas réagir quand on voit des dirigeants des établissements financiers internationaux qui ont spéculé sur les biens publics et les populations, parachutés à la tête d'états et d'institutions européennes.

Que dire du retour en force du MEDEF avec ses pires projets relayés sans vergogne par ses suppôts à peine évincés de la direction du pays, face à qui on attendrait des projets véritables et

Site de la section accessible par INTERNET et ULYSSE : <http://www.financespubliques.cgt.fr/12/>

Contact : cgt.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr

une vision d'avenir d'un autre volontarisme que l'acceptation du traité Merkozy dont les prémices en terme de contraintes budgétaires plongent des pays entiers dans la récession, tout en s'abstenant de toute interrogation sur les dimensions productivistes et antidémocratiques de la construction européenne.

Nous avons aujourd'hui besoin de décisions volontaires, de voire tracer des pistes de rupture avec les politiques qui nous mènent au désastre. Si l'histoire ne se répète pas, il est de la responsabilité des nouveaux dirigeants et parlementaires de ce pays de ne pas recréer les conditions qui aboutiraient à la répétition des heures sombres.

Pour ce qui concerne la Fonction Publique, on poursuit sur la même ligne : rigueur salariale, rigueur budgétaire et suppressions d'emplois.

Même le retour sur certaines décisions de l'ancien gouvernement emplies d'arrogances antisociales n'est pas à l'ordre du jour. Comment rester impassible quand une mesure aussi ignoble pour les malades que le jour de carence ne soit pas jeté dans les poubelles des régressions sociales. Une telle mesure serait pourtant considérée comme un signe fort dans la rupture des politiques antifonctionnaires précédentes.

L'augmentation insignifiante du SMIC se traduit pas une augmentation insignifiante du traitement des agents aux échelons de départ de carrière, la smicardisation de la catégorie C et la poursuite du tassement des rémunérations pour les débuts de carrière B (101% du SMIC) et A (113% du SMIC). Le gel du point d'indice est toujours d'actualité. De plus, le plan de qualification pourrait être remis en cause, les mesures catégorielles sont également sur la sellette.

Et que dire des premières annonces en terme de suppressions d'emplois à la DGFIP, au même rythme que sous les gouvernements précédents, associées à la diminution des crédits. Si nos dirigeants, passés ou présents, jugent nos missions inutiles, qu'ils le disent ! Mais surtout, qu'ils prouvent que le conseil, le contrôle, la gestion des fonds publiques sont désormais superflus, qu'ils prouvent à la population que la proximité des services n'est pas indispensable, qu'ils prouvent que l'assimilation des données fiscales des contribuables peut être cédé efficacement et sans danger au secteur privé, contrairement à la pitoyable expérience de scannage des 2042.

On ne peut afficher une volonté de justice fiscale et sociale, et poursuivre le saccage des services de la DGFIP qui sont « au cœur de la République » comme l'a encore déclamé le nouveau Directeur Général des Finances Publiques, M. Bruno Bézard lors de l'audience intersyndicale du 5 septembre.

Ce qu'attendent les agents ce sont des changements concrets et non la poursuite d'une politique de rigueur qui conduit inévitablement à la dégradation des missions, des conditions de travail et de vie au travail, du pouvoir d'achat au détriment des services rendus à la population et aux finances publiques.

Les revendications portées par les organisations syndicales des finances publiques demeurent donc plus que jamais d'actualité. Il est urgent que l'Administration y donne une suite positive. Les personnels ne comprendraient pas que les promesses électorales restent sans traductions positives dans leur quotidien dès cet automne.

Avec l'ensemble de la CGT, le syndicat apportera toute sa contribution à la construction de ces indispensables mobilisations.

Seules les luttes sociales pourront imposer un véritable changement, et là aussi l'histoire risque de se répéter.